

**CONSEIL INTERNATIONAL DE LA PHILOSOPHIE ET DES SCIENCES HUMAINES  
INTERNATIONAL COUNCIL FOR PHILOSOPHY AND HUMANISTIC STUDIES**

---

Unesco — 1, rue Miollis 75732 Paris Cedex 15  
cipsh@unesco.org + 33.1.45682685  
www.unesco.org/cipsh

Présidente : Madeline H. Caviness  
Secrétaire général : Maurice Aymard

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

**À LA XXVI<sup>e</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CIPSH**

Porto Novo, Bénin  
22 septembre 2002

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations membres du Cipsh,

Quand vous m'avez confié il y a quatre ans, malgré les réticences que j'avais exprimées, la charge de secrétaire général du Cipsh, je savais que ma tâche serait difficile, mais j'en avais mal mesuré les difficultés réelles. Je voyais mal en fait comment je réussirais à concilier ces responsabilités nouvelles et les tâches déjà grosses consommatrices de temps qui étaient les miennes par ailleurs, en particulier celles de la direction de la Maison des sciences de l'homme, qui reste, à côté de mon enseignement et de ma direction de recherche à l'EHESS, mon activité principale, le tout sans renoncer à mes activités de chercheur et d'enseignant. Si j'avais finalement accepté, après avoir longtemps hésité, la proposition de Jean Bingen, c'est que j'avais estimé qu'il pouvait y avoir entre la politique scientifique conduite par la Maison des sciences de l'homme dans le domaine des sciences de l'homme et celle qui me paraissait devoir être celle du Cipsh des convergences possibles, donc des économies d'échelle. Ce qui m'avait conduit à vous proposer comme lignes d'action à moyen terme deux orientations principales : une internationalisation résolument ouverte en direction des pays de l'Est et du Sud, et un rapprochement entre philosophie et sciences humaines d'un côté, et sciences sociales de l'autre, les unes et les autres représentées au sein de l'Unesco par deux Conseils différents, le Cipsh et le Ciss, qui me paraissaient avoir tout intérêt à coopérer plus étroitement, au lieu de continuer à vivre au jour le jour en s'ignorant.

Le temps bien sûr m'a manqué au quotidien, et j'ai parfois le sentiment d'avoir été limité dans ce que j'aurais voulu ou dû faire par l'insuffisance de ce bien précieux dont

les économistes nous rappellent toujours que son offre est limitée. Mais ce n'est pas sur ce terrain que se sont situées les difficultés essentielles, que j'ai découvertes en cours de route. J'ai eu la chance, que je sais exceptionnelle, d'être merveilleusement aidé au quotidien par l'équipe que m'avaient léguée mes prédécesseurs Jean d'Ormesson et Jean Bingen, et qu'ils avaient parfaitement choisi. Une équipe restreinte, puisqu'elle ne comprend que trois personnes, dont deux seulement à plein temps, mais d'une grande efficacité. Janet Arnulf, qui assure au quotidien, avec conscience, dévouement et un grand esprit d'initiative la continuité du secrétariat, de l'administration et des finances du Cipsh. Paola Costa, qui s'est identifiée avec *Diogène*, qui défend sa revue avec l'énergie parfois jalouse que nous lui connaissons, et qui, aidée de Emo Lessi en assure la fabrication jusqu'au prêt à imprimer : je reviendrai plus loin sur l'importance que revêt à mes yeux *Diogène* pour l'identité et l'image de marque du Cipsh, dans l'Unesco et hors de l'Unesco, mais je tiens à lui exprimer dès maintenant mes félicitations et ma gratitude. Enfin, *last but not least*, Luca Maria Scarantino, secrétaire général adjoint, officiellement à temps partiel, mais en fait en permanence sur le pont et omniprésent, qui suit tout, prépare tout, maintient avec tact et diplomatie tous les contacts, anticipe sur mes réactions et sur mes pensées, et assure l'essentiel du travail, pour ne me mobiliser qu'en cas de nécessité : c'est sur ses épaules que repose en fait le secrétariat parisien du Cipsh. Nous lui en devons tous, et moi le premier, une reconnaissance particulière.

Mes remerciements vont aussi à l'ensemble du Bureau, à notre présidente Madeline Caviness, à notre trésorière Jeanne Delbaere, à nos vice-présidents Paulin Hountondji, Cha In-Suk et Zhuo Xinpeng, avec lesquels nous avons toujours travaillé dans un climat de confiance totale.

Les vraies difficultés nous sont en fait venues, comme je vous l'avais annoncé dans mon rapport précédent, de l'Unesco elle-même. Disant cela, je ne veux pas mettre en cause l'Organisation internationale en tant que telle. Mais il nous a fallu nous rendre à l'évidence. Le soutien que nous apporte l'Unesco, comme d'ailleurs à d'autres ONG comme le Ciss, tendait déjà à se restreindre. Cette tendance s'est précisée et accentuée au cours des deux dernières années, et l'image qui s'impose est celle d'une peau de chagrin. Car je ne saurais vous promettre, même si je le souhaite, que les coupures les plus récentes qui nous ont été imposées seront les dernières. Les effets en sont sensibles sur le plan financier et sur le plan des locaux, et nous conduisent à nous poser des questions pour l'avenir proche, et à nous interroger sur la façon dont il nous convient de penser notre rapport avec l'Organisation internationale, et sur le soutien qu'elle nous apporte et apparaît susceptible de nous apporter dans le futur.

L'argent d'abord. L'élection de Monsieur Maatsura comme Directeur Général à la fin de 1999 avait été accompagnée de l'annonce d'une remise en ordre, sans doute nécessaire, des finances de l'Organisation, ébranlées par certaines décisions dont la responsabilité était imputée à son prédécesseur : remise en ordre qui avait été réclamée avec force par les représentants des gouvernements des États membres, soucieux de restreindre le périmètre et le volume des interventions du Directeur Général, et de limiter les engagements, en termes de postes et de crédits d'intervention, de l'Organisation internationale. L'annonce a été suivie d'effets. La première coupure budgétaire de 20%, applicable sur les crédits du biennium 2000-01, et présentée d'abord comme provisoire, a été non seulement reconduite pour 2002-3, mais ultérieurement aggravée d'une seconde coupure d'un pourcentage à peu près identique. Heureusement une subvention exceptionnelle de près de cinquante mille dollars, décidée à l'automne de 2002 (dont je tiens à remercier Jérôme Bindé ici présent, comme j'en ai remercié Françoise Rivière et Pierre Sané), et imputée sur un autre chapitre du budget de l'Unesco qui disposait de reliquats non dépensés, est-elle venue nous aider à régler les dettes anciennes de *Diogène*. Il nous faut donc vivre et agir avec un budget inférieur de plus d'un tiers à celui des années antérieures à 2000. Et rien ne permet de penser qu'à échéance prévisible cette tendance puisse avoir des chances de s'inverser, puisque le retour annoncé des États-Unis devrait se faire sur la base d'un budget constant ou à peine accru, dont les États-Unis régleraient leur part, celle des autres États diminuant en conséquence.

Cette baisse des financements disponibles s'est accompagnée d'une réduction plus sensible encore des surfaces mises à notre disposition. Celle-ci nous est imposée en application des décisions prises par les représentants des gouvernements et visant à assurer la priorité à l'accueil dans les locaux de l'Unesco des nouveaux États membres de l'organisation internationale : des États dont il nous est rappelé qu'ils payent, eux, un loyer, alors que le Cipsh, comme les autres ONG, sont hébergés gratuitement. Nous avons dû ainsi accepter l'an dernier une première réduction de nos surfaces de l'ordre de 20%. Mais nous sommes aujourd'hui confrontés avec une mesure plus drastique encore, puisque l'amputation serait de l'ordre de 45%, ce qui nous réduirait à 37,5 m<sup>2</sup>, et qu'elle serait liée à un déménagement visant à regrouper dans un bâtiment préfabriqué, et donc provisoire, construit en 1982 sur le site de Miollis, l'ensemble des ONG. Nous avons tout fait pour nous opposer à une telle mesure, en alertant nos interlocuteurs scientifiques à l'intérieur de l'organisation sur les menaces que ferait peser une telle réduction sur nos capacités d'action. Mais ceux-ci ne semblent n'avoir qu'une prise limitée sur l'application par les services techniques de l'Unesco d'une décision intergouvernementale.

Quelques jours avant de quitter Paris, nous avons obtenu le report à novembre d'un déménagement dont la date nous avait été communiquée deux semaines plus tôt et avait été fixée au 15 septembre. Notre ligne de défense actuelle, partagée par plusieurs autres ONG et notamment par le Ciss, est d'exiger des services de l'Unesco un certain nombre de garanties écrites : la première, que le bâtiment préfabriqué où nous allons nous installer ne fera pas l'objet, dans les années à venir, d'une décision de destruction prise par l'Organisation internationale ou imposée par les services d'hygiène et de sécurité de la Ville de Paris ; la seconde, que les travaux d'aménagement effectués à la hâte dans ce bâtiment pour nous accueillir ont été effectivement approuvés par les services compétents de la Ville pour tout ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, le nombre des personnes susceptibles d'y travailler, etc., et que nous sommes donc protégés, dans l'immédiat, contre une décision de fermeture de ces locaux prise pour ces raisons.

Mais, même si nous sommes décidés à résister, dans l'intérêt de toutes les ONG en général, du Cipsh en particulier, et au premier chef de ses personnels qui y travaillent quotidiennement, nous ne devons pas nous faire d'illusion excessive : il est peu probable que nous arrivions à bloquer un déménagement qui traduit, dans son principe même, comme d'ailleurs les coupures budgétaires, un choix politique effectué par l'Unesco, à la demande des gouvernements, au détriment des Ong dont elle avait de longue date décidé de soutenir l'action et sur lesquelles elle avait pris l'habitude d'appuyer une part au moins de ses réflexions à long terme. Ce qui m'avait conduit à conclure l'hiver dernier mon intervention à l'Assemblée du Ciss en me demandant si l'Unesco avait encore vraiment besoin de nous.

Je ne m'en tiendrai pas cependant à un bilan purement négatif de la situation actuelle. Nous avons en effet de réelles possibilités de réagir, qu'il nous faut saisir et développer. Mais il faut nous adapter à une situation radicalement différente par rapport à celle des trois ou quatre premières décennies du Cipsh.

Le premier élément positif est que nous disposons aujourd'hui, dans les secteurs scientifiques de l'Unesco, qui souhaitent continuer à travailler avec nous, de soutiens réels et efficaces. Cela est vrai en particulier à l'intérieur du secteur des sciences sociales et humaines, dirigé depuis mai 2001 par Pierre Sané, et, dans ce secteur, de la nouvelle division de la prospective, de la philosophie et des sciences humaines, dirigée par Jérôme Bindé, sous la tutelle de laquelle nous sommes placés. En témoigne la collaboration développée depuis plus de deux ans avec le programme des Chemins de la pensée, dirigé dans cette division par Eduardo Portella et Frances Albernaz. Depuis la rencontre de Rio en 2000 sur l'avenir du livre, à laquelle j'avais été convié à

participer en tant que SG du Cipsh, cette collaboration n'a cessé de se renforcer. Nous avons co-organisé avec ce programme la rencontre de Naples, les 6 et 7 décembre 2001 sur " Quels savoirs pour quelles sociétés ? ", et ce même programme nous a apporté un soutien particulièrement précieux pour organiser la rencontre de Cotonou. Et nous avons été associés à la préparation de la rencontre sur la mémoire qui s'est tenue au début de septembre à Rio. D'autres projets sont en cours de discussion pour l'avenir. L'un des éléments clefs de cette coopération a été à chaque fois *Diogène*, qui a publié, avec l'appui du programme, les principaux textes de ces différentes rencontres.

Ces exemples particuliers s'inscrivent dans un contexte plus général, qui doit orienter notre action et nos choix. Il nous faut accepter que la position de l'Unesco à notre égard ait changé, et que ce changement est irréversible. En termes matériels, cela signifie que son soutien à notre fonctionnement nous sera de plus en plus strictement compté, et qu'en particulier les sommes qui nous seront attribuées pour aider au financement des actions scientifiques des Organisations membres tendront à se réduire ou devront être justifiées par une convergence entre ces actions et les objectifs généraux de l'Organisation internationale. Nous sommes les premiers à le regretter, mais les choix budgétaires que nous vous avons proposés étaient les seuls que nous pouvions vous proposer : le fonctionnement du secrétariat a été réduit à son minimum incompressible, avec deux postes et demi, dont un pour la rédaction de *Diogène* ; il ne peut d'ailleurs être assuré que parce que je peux m'appuyer entièrement pour ma part sur une autre institution. Ce qui ne sera probablement pas le cas de mon successeur. *Diogène* est un élément essentiel de notre identité : la plupart des opérations scientifiques que l'Unesco a soutenues ces dernières années l'ont été du fait de l'existence de *Diogène*, et nous ne devons sûrement pas répéter l'erreur qu'avait faite il y a une trentaine d'années le Ciss en abandonnant *Informations en Sciences Sociales*, dont la Maison des sciences de l'homme a assuré la continuité, et en perdant du même coup sa tribune. La rédaction de *Diogène* a tout fait ces dernières années, et continuera à tout faire pour diminuer ses coûts (notamment ceux des traductions étrangères) et pour trouver des financements complémentaires au-dehors. Mais ses dépenses, comme celles du secrétariat, ne pourront pas descendre au-dessous d'un certain seuil : elles correspondent en fait à des coûts fixes, dont l'élasticité est limitée. Les réductions de nos crédits dont nous avons été victimes ont donc dû être répercutées pour l'essentiel sur les soutiens aux actions scientifiques des organisations membres.

Si nous voulons continuer à être présents à l'intérieur de l'Unesco, il nous faut suivre la seule piste qui nous est ouverte. Il nous faut nous imposer comme une force de proposition et d'initiative scientifique, et mobiliser notre capital scientifique au service des objectifs et des priorités de l'Organisation. Ce qui n'est pas toujours facile,

car les priorités affichées par l'Unesco, comme la lutte contre la pauvreté et l'éducation tout au long de la vie, relèvent davantage des applications pratiques que de la réflexion plus générale qui nous est familière. Mais deux exemples montrent que des occasions existent et que nous pouvons les saisir. Les 6 et 7 décembre 2001, nous avons pu ainsi organiser en l'espace d'un mois, avec l'aide de l'Association internationale d'Histoire des Religions, une table ronde sur Religions, nationalisme et société, en marge de la conférence générale de l'Unesco. Et nous sommes associés, avec la Fisp, à l'organisation de deux ateliers dans le cadre de la Journée internationale sur la philosophie du 21 novembre prochain. Dans les deux cas, nous avons répondu à une demande. Mais au cours du déjeuner auquel nous l'avions convié à la fin de février 2001, le Directeur général Koïchiro Maatsura nous avait convié à prendre nous-mêmes l'initiative, et avait provoqué une série de rencontres avec les responsables des différents secteurs et divisions susceptibles d'être intéressés par nos actions et par le capital scientifique que nous représentons. Ce sont ces contacts qu'il nous faut poursuivre et développer.

Mais une réorientation implique des modifications dans nos façons de travailler ensemble, et d'abord un renforcement significatif de la communication entre nous. Disons, pour faire bref, que le Secrétariat ne vous informe pas assez en temps réel de ses actions, et que vous ne répondez pas toujours à nos demandes d'informations. La raison en est notre surcharge commune de travail, et l'insuffisance de nos moyens humains. La solution passe, nous le savons tous, par internet, mais beaucoup d'entre nous vivent déjà dans une situation où " trop d'e-mails tuent l'e-mail ". Il nous faut pourtant persévérer dans cette direction, pour maintenir notre cohésion, et, plus encore, pour mieux valoriser et faire connaître au-dehors l'irremplaçable capital scientifique et humain que vous représentez.

Il nous faut également nous renforcer, et pour cela, d'abord, recruter de nouveaux membres. Je suis heureux de la présence parmi nous, acquise depuis plus d'un mois conformément au mandat que vous nous aviez confié à Buenos Aires, des historiens de l'Union internationale d'Histoire et de philosophie des sciences, et j'espère que les discussions initiées, conformément au même mandat, avec le Conseil international des Archives, pourront aboutir prochainement. Mais il nous faut identifier de nouveaux membres potentiels, et en premier lieu parmi les organisations scientifiques régionales extra européennes dont le Congrès international des études africaines nous avait fourni le modèle.

Une autre voie pour nous renforcer sera de développer une coopération plus étroite avec le Ciss, dont Ali Kazançgil, qui vient de quitter la direction de la division

des sciences sociales au secteur des SHS de l'Unesco, va assurer à partir de janvier prochain, le secrétariat général.

Mais il nous faut aussi, pour défendre nos intérêts dans l'Unesco, nous doter d'une véritable structure de lobbying nous permettant de faire intervenir, en cas de menace, pour nous défendre, mais aussi pour soutenir telle ou telle de nos propositions, les ambassades auprès de l'Unesco et les instances de nos différents gouvernements. Cette structure devrait d'ailleurs nous aider à inverser la tendance défavorable aux Ong qui a tendu à l'emporter ces dernières années à l'intérieur de l'Organisation.

Il nous faudrait enfin renforcer l'autonomie de notre existence, de façon à ne plus dépendre exclusivement de l'Unesco pour agir, comme a su le faire l'ICSU, qui a quitté les locaux de l'Unesco, mais s'impose comme un partenaire incontournable quand il s'agit d'organiser, comme en 1999, une conférence mondiale sur la science, à laquelle il nous a fallu protester et revendiquer avec énergie pour que les sciences humaines et sociales soient également conviées. J'aimerais que cette perspective, même si elle puisse apparaître trop ambitieuse ou même irréaliste, soit discutée au cours de cette Assemblée générale. Elle passe à mes yeux par le développement systématique entre nous de perspectives interdisciplinaires, dont le colloque sur les rationalités qui s'est achevé hier montre précisément la voie.

**MAURICE AYMARD.**